

ARRÊTEZ LA CASSE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE !

Le Parti communiste français exige le retrait du projet de « Maison de l'Histoire de France ». Loin des enjeux historiques et muséographiques actuels, ce projet renoue avec une conception de l'histoire nationale que l'on pensait révolue. Outre l'idée sarkozyenne de lancer un « grand projet » emblématique d'un quinquennat qui, il est vrai, en manque cruellement, il s'agit, en s'appuyant sur un désir réel des citoyens de maîtriser la connaissance de leur propre histoire, de renouer avec un nationalisme hérité du 19^{ème} siècle et des heures les plus sombres du siècle dernier. La réhabilitation d'une conception figée et agressive de l'identité nationale, comme nous l'avons déjà constaté en d'autres circonstances, constitue un des axes majeurs de la politique sarkozyenne, aux côtés de la marchandisation effrénée de la culture et de l'entertainment généralisé façon nord-américaine.

La communauté des historiens, comme l'ensemble des personnels du Ministère de la Culture et de la Communication récusent le projet sarkozyen de Maison de l'Histoire de France :

- Son implantation au sein du site des Archives, qui déstabiliserait l'évolution de ces dernières et rendrait impossible l'installation des archives du notariat, prévues de longue date à l'Hôtel de Rohan.
- Son coût prévisionnel de plusieurs dizaines de millions d'euros, dont 7 au moins ont déjà été dilapidés dans une préfiguration hasardeuse.
- Son statut atypique d'établissement public intégré à un *GIP* (groupement d'intérêt public) intégrant de surcroît 9 importants musées nationaux d'art et d'histoire, poursuivant ainsi le démantèlement des grands « Services à compétence nationale » de ce Ministère.

La ferme résistance des personnels et de leurs organisations syndicales a débouché sur une volée de sanctions disciplinaires, directement inspirées par le cabinet du ministre. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les mesures d'intimidation dont font l'objet plusieurs agents. Nous exigeons la levée immédiate des sanctions prises à l'encontre de fonctionnaires qui n'ont fait que remplir le mandat syndical qui leur a été confié.

Le Parti communiste français est, une fois de plus, aux côtés de tous ceux qui réclament l'abandon définitif de ce projet, à commencer par les personnels du Ministère de la Culture et de la Communication et de leurs organisations syndicales unanimes.

Paris, le 7 octobre 2011

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Alain Hayot, délégué national à la culture du PCF

Rejoignez le Front de Gauche pour la culture et participez au programme partagé sur <http://reseau.dynamique-frontdegauche.fr>

